

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Enquête trésorerie : des premiers résultats alarmants, le soutien de l'Etat est urgent !

Plus de 2 600 pharmaciens ont répondu à notre enquête sur la trésorerie des officines. Nous remercions l'ensemble des confrères qui ont participé, nous permettant d'obtenir une vision large mais inquiétante de la situation économique du réseau officinal.

En effet, les résultats sont alarmants : plus de 20 % des officines présentent un bilan négatif et 34 % un bilan positif mais inférieur à 4 % de leur chiffre d'affaires. Plus de la moitié des pharmacies sont donc en difficulté.

Les jeunes installés (moins de 2 ans) sont particulièrement touchés : plus de 40 % présentent un bilan négatif. Les pharmacies de centre-ville (29 % de bilans négatifs) souffrent plus encore que les pharmacies rurales (15 %).

Le constat n'est pas moins inquiétant en termes de trésorerie : 73 % des répondants ont vu celle-ci baisser cette année, avec, ici encore, une prévalence plus importante pour les officines de centre-ville (81 % contre 66 % en milieu rural). Et près de 20 % de nos confrères ont une trésorerie négative alors qu'ils étaient 12 % il y a un an.

Ces résultats viennent confirmer les chiffres inquiétants des experts-comptables, qui ont constaté en 2023 une baisse de l'excédent brut d'exploitation. C'est un phénomène inédit depuis plus de 15 ans !

La mobilisation massive des pharmaciens le 30 mai dernier était donc à la hauteur de l'enjeu et de nos préoccupations.

Cette situation extrêmement grave appelle un soutien urgent de l'Etat. Nous demandons donc au Gouvernement et au Parlement d'en prendre toute la mesure lors de l'examen imminent du PLFSS pour 2025.

Les pouvoirs publics ne peuvent plus rester sourds à nos alertes et doivent adopter des mesures ambitieuses pour améliorer l'économie officinale : en finir avec les baisses de prix systématiques des produits matures et soutenir la diffusion des médicaments biosimilaires et hybrides, source de dizaines de millions d'euros d'économies potentielles pour la Sécurité sociale, en autorisant les remises sur les achats de ces derniers.

Seul un tel soutien permettra de ralentir le rythme des fermetures d'officine, notamment en milieu rural, et de prévenir la constitution de déserts pharmaceutiques qui s'ajouteraient aux déserts médicaux.